

AR Prefecture

016-200079085-20240313-820-DE

Reçu le 14/03/2024

Publié le 14/03/2024

SYNDICAT DU BASSIN VERSANT DU NÉ

Comité Syndical du 13 mars 2024

Extrait du Registre des délibérations

L'an deux mille vingt-quatre et le 13 mars à dix-huit heures, le comité du Syndicat du Bassin Versant du Né, légalement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain TESTAUD.

Date de convocation : 5 mars 2023 – Quorum : 18

Nombre de délégués titulaires : 34 – Nombre de délégués titulaires présents : 17

Nombre de délégués suppléants : 34 – Nombre de délégués suppléants présents : 3

Nombre de membres votants : 20

CDC 4B					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Alain TESTAUD	X		Gaëlle GOMBEAU	X	
Allain DUBROCA	X		David BLANCHON		
Benoit PELLETIER	X		Brigitte BAUCANNE		
Jean-Pierre BARBOT	X		Eric CHAIGNAUD		
Emmanuel ARNAULT		X	Michèle BELLY		X
Martine MONTAUT	X		Frédéric BARON		
Christian BOULETTE	X		Jean-Pierre HERROUET		
Dominique de CASTELBAJAC DE LA CROIX	X		Aurélien VALLEAU		
Laurent BUZARD		X	Thierry MONTENON		
Vincent RENAUDIN	X		Guy GIRARD		

CA GRAND ANGOULEME					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Jean-Christophe THIANT		X	Thierry MOTEAU		

CA GRAND COGNAC					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Dominique MERCIER	X		Eric RAMBAUD		X
Hélène BRISSON		X	Dominique BURTIN		
Stéphane DEBORDE		X	Gaëlle ARNAUD		X
Jean-François MAURANGE		X	Bruno NAUDIN-BERTHIER		X
Tony PINEAU		X	Cyril THIERS		
Jean-Luc BALLOUT		X			
Stéphane NADAUD		X	Yoann BASSON		

AR Prefecture

016-200079085-20240313-820-DE

Reçu le 14/03/2024

Publié le 14/03/2024

Jacques DESLIAS	X		Marlène SANSONNET		
Christian MATIGNON		X	Sylvie BRISSAUD		
Christian DAGNAUD	X		Philippe RABY		
Bruno GAY	X		Romain RICHARD		
Christian JOBIT			Pierre-Louis RABY		
Jean-Claude D'EUSANIO	X		Elisabeth DUMONT		
Xavier BONNET	X		Stéphane DENIS	X	
Nicolas POURIN		X	Gilbert RAMBEAU		
Fabien DELISLE		X	Carole MEUNIER		X
Paul BELLAVOINE		X	Brice MOUGIN		X

CDC HAUTE SAINTONGE					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Pierre-Noël ROY	X		Eric DROUINAUD	X	
Vincent MERCIER		X	Paul MANICOT		
Adrien GOYON		X	Jacques LANDRY		

CDC LAVALETTE TUDE DRONNE					
Délégués titulaires	présents	excusés	Délégués suppléants	Présents	excusés
Pierre VARAILLON-LABORIE		X	Pascal DELPECH		
Pierre BONNEAU	X		Jean-François SERVANT		X
Jean-Claude CHEVALIER	X		Pascal DUBOIS		

Assistaient à la séance

M. PAULHAC Laurent, Directeur du Syndicat du Bassin Versant du Né, M. BEBIEN Benoît, technicien milieux aquatiques, Mme PIETTE Margaux, technicienne zones humides, Mme Mélina CALVY, animatrice de la gestion intégrée et Mme DUBOIS Fabienne, secrétaire du Syndicat du Bassin Versant du Né.

DELIBERATION N°820

Objet : Modification de la délibération 749 relative à la mise en place du RIFSEEP.

EXPOSE :

Monsieur le Président rappelle qu'il a été décidé la mise en place du RIFSEEP pour les emplois de catégorie C des filières technique et administrative de la collectivité (délibération n°634), pour les emplois de catégorie B de la filière technique (délibération n°701) et pour les emplois de catégorie B de la filière administrative (délibération 749).

Monsieur le Président rappelle que le RIFSEEP se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) tenant compte du niveau d'expertise et de responsabilité du poste occupé mais également de l'expérience professionnelle (part fixe, indemnité principale fixe du dispositif) ;
- d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) (part variable, indemnité facultative à titre individuel).

Il explique que ce régime indemnitaire exige que, dans chaque cadre d'emplois, les emplois soient classés dans des groupes en prenant en compte la nature des fonctions (encadrement, pilotage, conception...), les sujétions et la technicité liées au poste.

A chaque groupe est associé un plafond indemnitaire déterminé pour chaque part (IFSE et CIA).

Il précise que ce régime indemnitaire va se substituer à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

Monsieur le Président dit qu'il convient désormais de l'appliquer aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L712-1, L714-1 et L714-4 à L714-13,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'État ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

AR Prefecture

016-200079085-20240313-820-DE

Reçu le 14/03/2024

Publié le 14/03/2024

Vu les arrêtés du 20 mai 2014, du 19 mars 2015, du 28 avril 2015, du 5 novembre 2021 fixant les montants de référence pour les corps et services de l'État ;

Vu la délibération 634, 701 et 749, instaurant le RIFSEEP ;

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 04/03/24 ;

RESOLUTION :

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

Date d'effets et bénéficiaires

Le présent régime est attribué aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Les cadres d'emplois concernés à ce jour par le RIFSEEP pour la collectivité sont :

- Les adjoints administratifs territoriaux
- Les adjoints techniques territoriaux
- Les agents de maîtrise
- Les techniciens territoriaux
- Les rédacteurs territoriaux

A partir du 04/04/2024 s'ajouteront les cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux.

L'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise)

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
- des sujétions particulières ou de degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Monsieur le Président propose de fixer les groupes et de retenir comme plafonds de versements ceux afférents aux groupes de fonctions déterminés par les services de l'Etat et d'appliquer les évolutions ultérieures de ces montants de référence, en précisant que ces montants plafonds sont établis pour un agent à temps complet et qu'ils seront réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour ceux exerçant leur activité à temps partiel ou à temps non complet.

Le CIA (Complément Indemnitaire Annuel)

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel, selon les critères suivants : résultats professionnels de l'agent, réalisation des objectifs, compétence professionnelle et technique, qualités relationnelles, capacité d'encadrement et d'expertise.

Vu la dématérialisation des groupes relatifs au versement de l'IFSE des plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

FILIERE ADMINISTRATIVE

CADRES D'EMPLOIS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX catégorie C		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DE L'IFSE		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DU CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE	
Groupe 1	Gestionnaire administratif, comptabilité, suivi agents, ressources humaines...)	11 340 € maximum	7 090 € maximum	1 260 € maximum
Groupe 2	Chargé d'accueil, agent d'exécution	10 800 € maximum	6 750 € maximum	1 200 € maximum

CADRES D'EMPLOIS DES REDACTEURS catégorie B		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DE L'IFSE		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DU CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE	
Groupe 1	Responsable administratif, comptable et ressources humaines	17 480 € maximum	8 030 € maximum	2 380 € maximum

AR Prefecture

016-200079085-20240313-820-DE

Reçu le 14/03/2024

Publié le 14/03/2024

Groupe 2	Assistant administratif, comptable et ressources humaines	16 015 € maximum	7 220 € maximum	2 185 € maximum
Groupe 3	Gestionnaire administratif	14 650 € maximum	6 670 € maximum	1 995 € maximum

FILIERE TECHNIQUE

CADRES D'EMPLOIS DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX ET AGENTS DE MAÎTRISE catégorie C		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DE L'IFSE		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DU CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE	
Groupe 1	Agent technique avec expertise particulière ou/et avec encadrement	11 340 € maximum	7 090 € maximum	1 260 € maximum
Groupe 2	Agent technique de terrain	10 800 € maximum	6 750 € maximum	1 200 € maximum

CADRES D'EMPLOIS DES TECHNICIENS catégorie B		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DE L'IFSE		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DU CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE	
Groupe 1	Responsable de structure	19 660€ maximum	13 760 € maximum	2 680€ maximum
Groupe 2	Technicien avec fonctions de coordination	18 580 € maximum	13 005 € maximum	2 535 € maximum
Groupe 3	Technicien	17 500 € maximum	12 250 € maximum	2 385 € maximum

AR Prefecture

016-200079085-20240313-820-DE

Reçu le 14/03/2024

Publié le 14/03/2024

CADRES D'EMPLOIS DES INGENIEURS TERRITORIAUX Catégorie A			MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DE L'IFSE		MONTANTS ANNUELS PLAFONDS DU CIA
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE	
Groupe 1	Directeur général des services		46 920 € maximum	32 850 € maximum	8 280 € maximum
Groupe 2	Directeur général adjoint		40 290 € maximum	28 200 € maximum	7 110 € maximum
Groupe 3	Responsable de services		36 000 € maximum	25 190 € maximum	6 350 € maximum
Groupe 4	Chargé de mission		31 450 € maximum	22 015 € maximum	5 550 € maximum

Conditions de versement de l'IFSE pour les adjoints administratifs, les rédacteurs, les adjoints techniques, les agents de maîtrise, les techniciens, les ingénieurs et les agents contractuels de droit public

Périodicité	L'IFSE est versée : <ul style="list-style-type: none">• mensuellement pour les adjoints administratifs, les rédacteurs, les adjoints techniques, les agents de maîtrise, les techniciens, les ingénieurs et les agents contractuels de droit public
Modalités	Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.
Maintien ou suppression	En cas de congé de maladie ordinaire, et de maladie pour les agents contractuels de droit publics, les primes suivent le sort du traitement. Durant les congés annuels, les congés pour maternité, paternité ou adoption et accidents de travail, le temps partiel thérapeutique, les primes sont maintenues. En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée, le versement du régime indemnitaire est suspendu.
Exclusivité	L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables
Attribution	L'attribution individuelle devra être décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté

Lorsqu'en application de l'article 35 du décret du 14 mars 1986 susvisé le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement accordé dans les conditions prévues au 2° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie en application de l'article 1er du présent décret lui demeurent acquises.

Modulations individuelles

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilité, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par l'agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonction ou d'emploi
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Conditions de versement du CIA pour les adjoints administratifs, les rédacteurs, les adjoints techniques, les agents de maîtrise, les techniciens, les ingénieurs et les agents contractuels de droit public

Périodicité	Le CIA sera versé : <ul style="list-style-type: none">• annuellement pour les adjoints administratifs, les rédacteurs les adjoints techniques, les agents de maîtrise, les techniciens, les ingénieurs et les agents contractuels de droit public
Modalités	Le montant du CIA est proratisé en fonction du temps de travail.
Maintien ou suppression	En cas de congé de maladie ordinaire, et de maladie pour les agents contractuels de droit publics, les primes suivent le sort du traitement. Durant les congés annuels, les congés pour maternité, paternité ou adoption et accidents de travail, le temps partiel thérapeutique, les primes sont maintenues. En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée, le versement du régime indemnitaire est suspendu.
Exclusivité	Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.
Attribution	L'attribution individuelle devra être décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

AR Prefecture

016-200079085-20240313-820-DE
Reçu le 14/03/2024
Publié le 14/03/2024

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- d'instaurer l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) dans les conditions indiquées ci-dessus pour les agents de catégorie C, B et A;
- d'instaurer le complément indemnitaire annuel (CIA) dans les conditions indiquées ci-dessus pour les agents de catégorie C, B et A ;
- que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence ;
- d'abroger l'ancien régime indemnitaire ;
- d'inscrire chaque année les crédits correspondants au budget de l'exercice courant.
- que les dispositions de la présente délibération prennent effet à compter du 04/04/2024.

- Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

Le Président,
Alain TESTAUD

SYNDICAT DU BASSIN VERSANT DU NÉ
2186 route de l'église
chez Guérin
16300 LAGARDE SUR LE NÉ
Tél. : 05 45 78 74 45

